

Rail : le réquisitoire des assises

Transports. À dix jours des premières assises

nationales du service public ferroviaire, Dieppe accueille demain leur déclinaison normande. Un rendez-vous qui devrait dresser un constat très sévère de la situation régionale, comme l'indique Pierre Ménard, président de Convergence nationale Rail France et Normandie.

Pourquoi ces assises ?

■ **Pierre Ménard :** « Ces assises s'inscrivent dans un processus plus large qui concerne tous les services publics. Cela fait suite à la rencontre, à Guéret, en juin 2015, où différentes organisations, dont Convergence, ont décidé de pousser la réflexion plus loin en organisant des assises nationales des services publics le 19 novembre 2016. En amont au niveau national, il va y avoir, le 30 avril, les assises du rail. Et nous avons pensé qu'il y avait aussi matière à débattre au niveau régional, d'où l'intérêt de ces assises à Dieppe le 19 avril. »

Mais à quoi vont-elles servir ?

■ « Il ne s'agit pas seulement de faire un état des lieux de la déliquescence du service public ferroviaire. Il s'agit de dire ce qu'il faut pour que le service soit satisfaisant pour le citoyen, pour l'économie régionale et nationale et pour l'environnement et le développement durable. Nous avons notre pierre à apporter à l'édifice. »

■ « C'est ouvert à tout le monde. Bien sûr, nous avons lancé des invitations plus personnalisées à des responsables. Et nous avons eu une réponse positive de la SNCF. C'est bien la première fois que cela arrive, même sur le plan national. Combien de colloques ont été organisés sans que personne ne se déplace... Cela montre peut-être une volonté de prendre les choses en compte. »

Que prônez-vous ?

■ « Nous avons l'intention de contribuer à apporter la vision normande au niveau national, comme les autres régions apporteront aussi leurs volontés de reconstruire quelque chose. Tant dans les Alpes qu'en Vendée, par exemple, ce ne sont pas des collectifs d'usagers ferroviaires mais des collectifs de défense du service public qui se sont mis en branle. Et, justement, il faut l'unité nationale des régions pour que personne ne soit délaissé. Par exemple, sur un train comme Caen-Le Mans-Tours, trois régions sont traversées. Cela prouve que l'on ne peut pas régionaliser les problè-

mes. »

Mais quels sont les problèmes spécifiques à la Normandie ?

■ « Ils sont divers et variés, et guère différents du national. Mais on peut parler de l'état du réseau. Le président de la région peut négocier des trains et des wagons auprès d'Alain Vidalies [secrétaire d'État en charge des transports, N.D.L.R.] : s'ils ne peuvent pas dépasser 40 km/h à cause de l'état du réseau, ça ne sert pas à grand-chose. On peut aussi évoquer l'état des gares, même si ça avance. Il faut également évoquer l'état du fret ferroviaire : moins de 4 % des marchandises en Normandie sont transportées par le fret ferroviaire, alors que l'on dispose des infrastructures nécessaires. »

Avez-vous l'impression d'être entendus ?

■ « On aimerait bien savoir ! On a demandé un rendez-vous avec M. Gastinne [Jean-Baptiste, vice-président de la Normandie, en charge des Transports, N.D.L.R.]. Mais il n'y a que dans la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées que l'ensemble des acteurs se sont réunis pour des états généraux afin de remettre à plat les problèmes de mobilité dans la région. Partout ailleurs, ça se passe à huis clos entre présidents de région et ministre. Les échos, on les a par la presse. Et on a l'impression d'un marché des dupes entre le ministre et la région Normandie. Par exemple, la somme demandée par le président Hervé Morin de 750 millions d'euros est à mettre en regard avec les annonces du gouvernement : il y aura 1,5 milliard pour 2025 pour quatre lignes en France dont la Paris-Chebourg. Et sur ce 1,5, il y a la Paris-Orléans-Limoges-Toulouse, qui aurait besoin d'un milliard ! Nous, nous demandons à être associés au processus de réflexion globale sur les besoins de la région. Il y a plus qu'urgence : on a l'impression que tout est fait pour dégoûter les gens du train, sans parler de la tarification... Mais tous les problèmes sont liés : moins de fret ferroviaire, c'est un billet



Ces premières assises du ferroviaire ont lieu demain à Dieppe (photo d'archives Paris-Normandie)

plus cher pour les voyageurs car moins le sillon est utilisé, plus il coûte cher. »

PROPOS RECUEILLIS PAR A. Q. a.quindroit@presse-normandie.com

LES « VOYAGEURS MYSTÈRE » DE LA RÉGION

Pour des raisons d'agenda, Jean-Baptiste Castinne, vice-président de la Région Normandie en charge des transports, ne sera pas présent aux assises à Dieppe. « Mais je dois recevoir très prochainement les représentants de Convergence Rail », précise-t-il. La Région, qui a fait de la question ferroviaire l'une de ses priorités, vient pour sa part de lancer un appel d'offres pour renouveler le dispositif de contrôle qualité sur une partie du réseau ferroviaire et routier. Un dispositif qui passe par le déploiement de « voyageurs mystère », qui « devront se comporter comme des clients ordinaires et ne devront pas s'annoncer aux agents des opérateurs de transport », stipule l'appel d'offres voué à désigner le prestataire chargé de recruter les faux clients.

Le procédé est courant, rappelle Jean-Baptiste Castinne : la Région renouvelle ainsi un marché arrivant à son terme cet été et qui sera prolongé jusqu'à décembre 2017 (date à laquelle doivent converger les conventions TER de Haute et Basse-Normandie en une seule convention normande).

Ce marché porte sur le réseau TER de l'ex-Haute-Normandie, où les « voyageurs mystère » agissent lors de vagues de contrôles trimestrielles. L'équivalent de « 75 trains et

■ Assises régionales du ferroviaire public, mardi 19 avril à Dieppe, salle annexe de l'hôtel de ville à partir de 17 h 45 (projection du documentaire « Vêrités et mensonges sur la SNCF ») et débat à partir de 19 h.

autocars par trimestre » recevra ainsi leurs visites, précise Jean-Baptiste Castinne, alors que « 133 mesures » seront réalisées sur la même période dans les gares et autres haltes. « Il est normal, lorsque l'on établit avec la SNCF des conventions pesant des dizaines de millions d'euros, que l'on s'attache au suivi de la qualité du service », justifie le vice-président régional. « Je ne suis pas sûr d'ailleurs que l'État en fasse autant sur les trains Intercités », note-t-il. « Sans l'expliquer en totalité, ces contrôles qualité ne sont pas étrangers au fait que le service TER soit bien mieux perçu par les usagers que celui des Intercités. »

Mais Pierre Ménard, lui, ne voit pas « pour quoi on s'annuse à lancer des observateurs clandestins alors que l'on devrait mettre en place, comme prévu dans la loi SRU, des comités de ligne qui réunissent les différents acteurs : autorité organisatrice des transports, SNCF et usagers. Ces comités de ligne ne sont pratiquement jamais réunis en Haute-Normandie, un peu en Basse-Normandie. Avant les élections régionales, M. Mayer-Rossignol s'était engagé à les relancer. Nous n'avons pas eu de réponse à ce sujet de M. Morin ». T.D.

ABONNEZ-VOUS À VOTRE JOURNAL !

32€/MOIS = 20% DE REMISE !

Mes avantages

- > MON QUOTIDIEN TOUTS LES MATINS AVANT 7H30
- > SUPPLÉMENTS OFFERTS TV MAGAZINE ET VERSION FÉMINA
- > LIVRAISON GRATUITE
- > ACCÈS À L'ACTU SUR TOUTS MES ÉCRANS WEB, MOBILE ET TABLETTE
- > SUPPLÉMENTS THÉMATIQUES GRATUITS
- > LES AVANTAGES DU CLUB ABONNÉS JEUX, BONS PLANS, RÉDUCTIONS...
- > PETITE ANNONCE GRATUITE CHAQUE MOIS
- > SANS ENGAGEMENT

* Remise calculée par rapport à l'achat au numéro. Offre valable jusqu'au 30 avril 2016.

Plus simple et plus rapide :
Abonnez-vous par téléphone

0611 712 712

CADEAU
Station météo

Par courrier

Journal à expédier à l'adresse suivante :

Nom : Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Tel : Mail :

Mon édition :

- Paris Normandie édition
 Le Horre Presse
 Le Progrès de l'écomp

32€ pour 30 numéros
(par prélèvement automatique jointure un RIB)

6/7j 7j/7j

CONDITIONS : Choisissez votre formule et votre mode de paiement. Retournez votre RIB ou votre chèque à la Société Normande d'Information et de Communication, 14 Avenue André Blond CS 41093 76124 NOUEN cedex. Le journal est livré à domicile par un porteur si le secteur est desservi ou expédié par la poste dans le cas contraire. Autres conditions de paiement 0611712712 abonnements@presse-normandie.com

Votre journal livré
chaque matin à domicile !



+



Une station météo offerte !